

Activer les adultes illettrés ou... les précariser

Ils se bousculent pour apprendre à lire et à écrire, en Fédération Wallonie-Bruxelles. Les places manquent. Les politiques d'activation font pression sur le secteur, et la récente obligation d'accueil des primo-arrivants n'arrange rien. PAR SANDRINE PUISSANT BAEYENS

Le premier qui remplit le formulaire a gagné. » Dans cette classe, c'est presque comme si on était au guichet d'une administration. Une femme écrit fièrement le nom de ses enfants pour la première fois, mais comment s'assurer de l'avoir fait dans le casier *ad hoc*? « *Les formulaires sont toujours différents. C'est la honte, je dois demander qu'on le remplisse à ma place.* » Ne pas pouvoir lire un plan ni déchiffrer la notice d'un médicament, voilà des épreuves que partagent 10% des habitants, en Belgique. Parmi eux, peu ont accès à l'alphabétisation. « *Chaque année, après une semaine d'inscription, tout est saturé* », indique Pascale Martin, coordinatrice des cours à Bruxelles pour l'ASBL Lire et Ecrire. En 2010, ce sont au moins 3 698 places qui ont fait défaut. Sur 300 000 analphabètes en Wallonie, 8 000 tout au plus suivent une formation, estime Anne-Hélène Lulling, directrice de Lire et Ecrire Wallonie. Les listes d'attente s'allongent, au risque de décourager ceux qui franchissent le seuil d'un long apprentissage. Les tabous paralysent, surtout en zone rurale. *Le voisin ne doit pas savoir.*

DIVISER POUR MIEUX ALPHABÉTISER

L'association Lire et Ecrire ne peut offrir que 7 ou 9 heures de cours par personne

et par semaine, 14 dans de rares cas. Les demandeurs d'emploi font pression : 20 heures de formation les dispensent de chercher du travail. Ces cours intensifs ne peuvent accueillir que 20% des analphabètes sans emploi. Pour y remédier, certains picorent et additionnent les heures dans plusieurs associations.

Sans cohérence pédagogique, cumuler n'accélère pas toujours l'apprentissage. « *Si on faisait le choix d'enseigner 20 heures par semaine à des participants, on devrait encore sérieusement réduire notre offre de cours. Il y aurait encore plus de gens sur le carreau* », précise Nicole Pirard, formatrice à Ixelles. A raison de quelques heures par semaine, un adulte qui ne maîtrise pas toujours le français mettra des années à assimiler la base. Combien de temps, au

juste ? Personne ne peut le dire. Un enfant, lui, reste six ans à plein temps à l'école primaire, sans se soucier de rien d'autre. « *Ça prend des années. Le parcours n'est pas linéaire comme à l'école. On peut être bon en lecture et débutant pour écrire.* » Il faut commencer par pouvoir tenir un stylo et savoir ce qu'est un mot. Le découragement guette. L'apprentissage alterne les va-et-vient entre emplois précaires, chômage et formation.

ACTIVER À TOUT PRIX : LA HOULE QUI BERCE

VERVIERS

De plus en plus se dirigent vers l'alphabétisation sous la contrainte. Des organismes comme le Forem ou l'ONEM exigent parfois de se former en contrepartie d'une aide financière. Selon Lire et Ecrire, en 2010, 33% des apprenants traînaient les pieds pour aller suivre les cours d'alphabétisation.

Ces politiques d'activation provoquent les débats, notamment à Verviers. Freddy Breuwer (MR), président du CPAS de la ville, assume ces mesures. « *C'est évident qu'il faut savoir lire pour travailler, c'est une question de sécurité. Comment se rapprocher de l'emploi sans combler ce manquement ? On ne leur met pas de revolver sur la tempe, mais il faut les activer. Cette fermeté est dans leur intérêt.* » Logique. Comment demander à ceux qui n'ont pas accès à l'information de se stimuler seuls ? Encore faut-il pouvoir accueillir tout le monde. Freddy Breuwer rassure. « *Je n'ai pas connaissance d'un problème. Nous avons mis en place des sessions de formation supplémentaires.* » Au siège de Lire et Ecrire à Verviers, on tombe à la renverse. Isabelle Demortier, responsable de sensibilisation, s'insurge. « *Nous avons de monstrueuses files d'attente. Sur dix demandes, on en satisfait six.* » Attendre des étrangers qu'ils brisent la barrière de la langue, oui. « *Mais on ne rencontre pas des personnes qui ne veulent pas apprendre. Tout le monde veut un travail. Révéler son*

analphabétisme alors qu'on le cache envers et contre tout depuis des années, c'est autre chose. » Nicole Pirard nuance elle aussi. « Parfois, apprendre à lire n'est pas la priorité. Dans d'énormes difficultés de vie, on pense d'abord à se loger, à se nourrir. »

Bien sûr, certains arrivent contraints et s'accrochent, mais pour Lire et Ecrire, ces politiques font surtout partie d'un climat de suspicion et de culpabilisation. « On laisse miroiter un travail en fin de parcours. Ça ne se passe pas comme ça. Il y a certains boulots pour lesquels les exigences dépassent ce qui est nécessaire », ajoute Pascale Martin. « Dans un contexte de chômage élevé, les employeurs sélectionnent, et les personnes les plus éloignées de l'emploi sont exclues en premier. » L'offre d'alphabétisation ne suffit pas, dans la ville, son bourgmestre Marc Elsen (cdH) le confirme. Pour ne rien arranger, la commune ne subsidie plus que les associations qui délivrent des attestations de fréquentation. Marc Elsen n'approuve pas

ce tri. « Les enjeux d'éducation et de participation citoyenne méritent mieux que la menace. C'est vrai que quand des moyens publics sont en jeu, il est normal de vouloir mesurer les résultats, mais la manière de les atteindre ne regarde que les associations », nuance le bourgmestre. Lire et Ecrire se refuse à gendarmier. « Puisque ce sont eux qui fixent cette obligation, qu'ils se donnent alors les moyens de contrôler. Ce n'est pas notre rôle », précise Pascale Martin.

LE PARCOURS D'ACCUEIL, FAUSSE BONNE IDÉE ?

Cerise sur le gâteau, ou plutôt la goutte qui fera déborder le vase : un décret bourré de bonnes intentions qui fait trembler l'alpha. La création d'un parcours d'accueil pour les primo-arrivants fait peur. Les nouveaux venus, s'ils sont prioritaires, chasseraient le public actuel : des femmes établies en Belgique depuis des décennies et dont

les enfants commencent tout juste l'école, ou des Belges d'origine, par exemple... Régis Doyen, collaborateur du groupe MR au Parlement wallon, dénonce l'absence de nouveaux moyens prévus pour les primo-arrivants en Wallonie. « On vivote avec les moyens d'auparavant. Pour le budget 2014, rien de nouveau n'a été prévu. On attend de voir pour l'année prochaine. » Seul l'accueil est obligatoire, le reste du parcours d'apprentissage ne l'est pas. « Sinon, il faudrait se donner les moyens de former tout le monde. » Côté bruxellois, par contre, rien d'obligatoire, et pourtant le gouvernement a promis des moyens. C'est vrai que les primo-arrivants y sont plus nombreux. Le budget n'est pas encore défini, mais selon Alain Maron, du groupe Ecolo au Parlement bruxellois, « rien n'indique que l'alphabétisation aurait à souffrir du Décret primo-arrivants. » Plus de deux millions d'euros sont prévus pour lancer le décret. Quelle part sera dédiée à l'alphabétisation ? Le secteur attend de voir. ■

PAR SANDRINE PUISSANT BAËYENS

Etre formateur ici, bénévole ou non, nécessite des compétences spécifiques

S'improviser formateur n'est pas donné. Il faut s'adapter à un public adulte hétérogène et parfois instable. Maintenir la discipline sans traiter les apprenants comme des enfants exige créativité, souplesse et patience. Impossible d'imposer les règles comme à l'école : c'est le vécu des apprenants qui sert de base. Les personnes analphabètes n'ont pas acquis de logique scolaire. Il faut parfois leur apprendre que les mots ne sont pas collés dans un flux continu. Cependant, de nombreuses associations n'ont pas d'autres moyens que de travailler avec des bénévoles au quotidien. ■

Les Belges moins assidus que les immigrés

Enfants placés, abandonnés, dégoûtés de l'école ou enfants du juge... les Belges illettrés sont souvent des personnes marginales. Leur rapport aux autres et à l'autorité est tendu, déstructuré. Arriver à l'heure et rester jusqu'au bout est difficile. La honte de ne pas savoir lire, dans un pays où l'école est obligatoire, les freine. Peu en arrivent à sortir du silence et à demander de l'aide. Autre facteur paralysant : l'idée bien ancrée que l'alpha, c'est pour les étrangers. En 2010 à Bruxelles, moins d'1 % des apprenants est d'origine belge, contre 17 % en Wallonie. Ils sont 8 % au total en Wallonie et à Bruxelles. ■

Révéler son analphabétisme alors qu'on le cache depuis des années...

Des chiffres et des lettres

Impossible d'obtenir le nombre exact d'adultes analphabètes en Fédération Wallonie-Bruxelles. Le chiffre passe-partout de 10 % de la population ? Une extrapolation à partir de données de pays au développement socioéconomique comparable à la Belgique. Tout ce qu'on a, c'est une estimation à partir du nombre de personnes peu scolarisées. En 2010, ce sont près de 700 000 personnes de 15 ans et plus qui sont diplômées au maximum de l'enseignement primaire en FWB. Il n'y a plus rien d'officiel depuis cette date, par manque de moyens. Difficile d'adapter l'offre aux besoins réels, dans ces conditions. ■

Témoignage d'un sans-mot

Dans
Orphelin
des

mots, Gérard
Louviot
témoigne de
la difficulté de
s'accrocher
au fil de
sa pensée.
Elaborer
une histoire
cohérente
selon les
codes appris à
l'école relève
d'une mission
impossible.

Répondre aux questions des journalistes lui
donne des sueurs froides : « *Il parle aussi
facilement qu'il respire... et moi, l'ancien
illettré, je vais devoir lui faire comprendre
ce que ça fait de ne pas penser juste.* »

Le monde se rétrécit, une ignorance en
entraîne une autre. Les mots inhabituels
l'assomment. Les bégaiements l'empêchent
de se faire comprendre. Ce n'est qu'après
dix ans d'apprentissage qu'il accouche de ce
témoignage publié par les éditions XO. ■